

## La recherche en dehors de l'Université dans l'Italie des années soixante et soixante-dix : le cas des sciences sociales

Giuliana Gemelli

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-cnrs/2922>

DOI : 10.4000/histoire-cnrs.2922

ISSN : 1955-2408

### Éditeur

CNRS Éditions

### Édition imprimée

Date de publication : 3 novembre 2000

ISBN : 978-2-271-05786-0

ISSN : 1298-9800

### Référence électronique

Giuliana Gemelli, « La recherche en dehors de l'Université dans l'Italie des années soixante et soixante-dix : le cas des sciences sociales », *La revue pour l'histoire du CNRS* [En ligne], 3 | 2000, mis en ligne le 20 juin 2007, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-cnrs/2922> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-cnrs.2922>

---

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

Comité pour l'histoire du CNRS

---

# La recherche en dehors de l'Université dans l'Italie des années soixante et soixante-dix : le cas des sciences sociales

Giuliana Gemelli

---

La réforme du *Consiglio Nazionale delle Ricerche* (CNR) dans les années soixante

- 1 Les années soixante correspondent à une période particulièrement importante pour l'Italie du xx<sup>e</sup> siècle, non seulement dans le domaine de la politique, marquée par l'expérience et le rapide déclin du gouvernement de centre-gauche, mais aussi pour certains secteurs de la société, en particulier tout ce qui touche à la politique scientifique. Pendant une période courte et riche en événements, les politiques de la science ont semblé aller dans la direction déjà prise par les pays démocratiques industriels du monde occidental. Un indicateur de cette effervescence est l'action intense des grandes fondations américaines en Italie. Les programmes et les investissements, dans de nombreux champs, et particulièrement dans les domaines de la recherche économique et sociopolitique, ne sont inférieurs, ni en nombre ni du point de vue des choix des axes stratégiques, à ceux alors menés en France. En parallèle, de nouvelles institutions émergentes prennent des initiatives en faveur de formes de politique de la recherche conçues en dehors du quasi-monopole détenu par la recherche publique dans le cadre de la formation des élites garantie par l'Université. Cette période coïncide avec la transformation rapide de celle-ci en une université de masse, ce qui demande des investissements nouveaux, tant en structures matérielles qu'en capital humain.
- 2 Dans les années soixante furent créées des fondations culturelles, comme la *Fondazione Giovanni Agnelli*, dont le siège est à Turin, ou la *Fondazione Adriano Olivetti* à Rome. On en attendait beaucoup, ce qui explique les nombreux contacts pris avec l'étranger, institutions européennes et américaines, et une activité non moins importante sur le plan des projets concernant les aspects centraux de la vie politique et sociale. Le CNR

(Conseil national de la recherche), à la suite de la réforme voulue par le physicien Giovanni Polvani (président du CNR de 1963 à 1965), entreprit une phase de restructuration administrative, institutionnelle et aussi de programmation. Il s'agissait de renouer avec le projet initial de création du Conseil, fortement orienté vers la collaboration internationale et la recherche interdisciplinaire. Le Conseil naquit après la Première Guerre mondiale, sur l'initiative du mathématicien Vito Volterra. De retour de la conférence ayant donné naissance à Bruxelles au Conseil international de la recherche, selon la volonté des pays vainqueurs et à l'exclusion de l'Allemagne et de ses alliés, V. Volterra décida de s'employer à créer au niveau national une institution pouvant devenir membre du Conseil international. Avec le soutien du gouvernement présidé par Vittorio Emanuele Orlando, V. Volterra parvint à faire instituer une commission pour étudier la faisabilité du projet.

- 3 Le CNR est créé par décret royal le 18 novembre 1923 et placé sous l'autorité du président du Conseil des ministres<sup>1</sup>, alors que le régime fasciste a consolidé sa position. L'éloignement de V. Volterra en 1927 marque le début d'une période d'isolement de l'institution dans le contexte international, malgré la présence à la tête du CNR de personnalités comme Guglielmo Marconi, prix Nobel de physique en 1909. Cet isolement s'est achevé seulement dans les années cinquante sous la présidence de Gustavo Colonnetti. Sa présidence, qui prit fin en 1956, fut marquée par l'initiation de projets caractérisés par de multiples collaborations internationales dans les domaines de la physique nucléaire, des sciences pour l'ingénieur et de l'automation. Le développement des sciences de l'homme et de la société fut aussi poursuivi, en collaborant notamment à des programmes élaborés dans le cadre du plan Marshall, comme le programme UNRA-CASAS (*Comitato Amministrativo Soccorsi ai Senzatetto*). Ce programme, coordonné par Adriano Olivetti, avait pour objectif principal la reconstruction de logements pour les sans-abri. Ces projets permirent des collaborations entre spécialistes de disciplines comme l'urbanisme, la sociologie rurale et l'anthropologie. Mais l'incitation à innover dans la direction du développement des sciences sociales fut surtout impulsée par le successeur de G. Colonnetti, Giovanni Polvani. A la suite de la loi du 2 mars 1963, il augmenta le nombre des comités de sept à onze et mit en place des comités en sciences humaines et sociales et un comité pour la technologie. Les nouvelles orientations du CNR se traduisirent non seulement par une politique de soutien à la recherche universitaire, qui allait engendrer un rapport de conditionnement réciproque, mais aussi par une tentative pour dépasser la séparation entre les « deux cultures » de Charles P. Snow : la culture scientifique et la culture humaniste. Ainsi la priorité fut donnée aux recherches de type interdisciplinaire. Nous allons analyser les blocages et les opportunités qui se jouent à l'articulation de ces objectifs. Notre problématique porte sur l'analyse des limites rencontrées par une réforme de structure qui, pour réussir, aurait dû bénéficier du soutien de tous les secteurs de la société civile et politique engagés dans la modernisation de l'État. Cela aurait permis la suppression du blocage de l'investissement en capital humain et l'élimination des conflits endémiques entre universitaires. Le développement de recherches coordonnées entre les universités et le CNR et surtout les actions thématiques destinées à favoriser en Italie l'aspect interdisciplinaire d'une recherche à caractère technologique ambitieuse furent en effet freinés. C'est un paradoxe qu'au moment où la conjoncture se caractérisait par un riche potentiels d'innovations, on vit s'imposer les orientations engendrant un blocage pluridécennal du processus d'innovation de la société civile et politique

italienne. Il en résulta un écart accru entre le développement du pays et celui du système scientifique et technique. A. Ruberti le résume ainsi : « Il y a eu une difficulté profondément ancrée à penser les sciences naturelles comme partie de la culture et cela a eu un poids non négligeable sur la politique. Cela est dû avant tout au type de formation et de culture dominante dans le monde politique et au poids exercé. Ensuite c'est l'asymétrie du rapport entre intellectuels et hommes politiques, qui prend son origine dans l'attitude même des savants par rapport aux questions politiques et sociales. »<sup>2</sup> C'est pourquoi, plutôt que les dynamiques internes au CNR, il est intéressant d'étudier ce qui se passe aux frontières, là où se situent les collaborations entre institutions préfigurées par G. Polvani, dans le sens d'une interaction plus articulée entre secteur public et secteur privé de la recherche. Notre analyse porte en priorité sur les réseaux de recherche dans le domaine des sciences sociopolitiques, tels qu'ils se formèrent à l'extérieur ou en complémentarité avec les structures universitaires. On mettra ainsi en évidence le rôle des acteurs qui s'efforcèrent de diffuser l'innovation par la création de lieux de rencontre entre les politiques publiques et privées, créant ainsi des fertilisations croisées au profit d'une mise en réseau systémique.

#### DATES MARQUANTES DE L'HISTOIRE DU CNR

1918 : réunion de la Conférence interalliée sur l'organisation scientifique internationale, avec la participation de l'Italie. L'Italie, à l'exception des laboratoires dépendant du ministère de l'Industrie, ne possédait pas de laboratoires nationaux de recherche

1921 : le physicien Corbino est nommé ministre de l'Éducation nationale

1923 : un décret royal (n.° 2895) du 15 novembre crée le *Consiglio Nazionale delle Ricerche*. Est nommé président Vito Volterra, mathématicien. Il restera en charge du 1<sup>er</sup> décembre 1923 au 31 mars 1927

1927 : le CNR est réorganisé. Le nouveau président est Guglielmo Marconi qui restera en charge du 1<sup>er</sup> septembre 1927 à sa mort en 1937

1931 : ouverture de l'Institut pour les applications du calcul, laboratoire de service voué à la recherche des solutions numériques aux problèmes qui lui étaient soumis

1937 : le 1<sup>er</sup> novembre, le maréchal d'Italie Pietro Badoglio succède à G. Marconi. Le 21 novembre est inauguré le nouveau siège

1940 : constitution d'une commission permanente pour étudier le sable riche en ferrite du littoral italien, afin de contourner les problèmes d'approvisionnement en matières premières

1941 : le 24 octobre, Giancarlo Vallauri remplace P. Badoglio à la présidence du CNR

1943 : à la suite de la démission de G. Vallauri, Francesco Giordani, chimiste, est nommé président

1945 : par décret du 1<sup>er</sup> mars, le CNR est rattaché à la présidence du Conseil des ministres. Le nouveau président est Gustavo Colonnetti, du *Politecnico* de Turin qui reste en charge jusqu'au 7 novembre 1956

1951 : création de l'Institut national de physique nucléaire

1952 : le *Comitato Nazionale per le Ricerche Nucleari* (Comité national pour les recherches nucléaires), l'actuel ENEA, est créé. Francesco Giordani en est nommé président

1956 : F. Giordani remplace G. Colonnetti à la tête du CNR

1958 : à la mort de F. Giordani, Giovanni Polvani est nommé président. Il restera en charge jusqu'en avril 1965

1959 : création, le 6 juillet, d'une Commission pour les recherches spatiales et de l'Agence spatiale nationale

1961 : création du Centre national de physique de l'atmosphère et de la météorologie et du Centre national de chimie moléculaire

1962 : création, le 19 mars, de l'Institut national de recherche spatiales

1963 : réforme du CNR. Il est chargé de présenter au Comité interministériel pour la programmation économique un rapport annuel sur l'état de la recherche en Italie

1965 : le nouveau président est Vincenzo Caglioti

Adriano OLIVETTI

Né à Ivrea, près de Turin, le 11 avril 1901 de Camillo et Louisa Revel

1924 : diplôme d'ingénieur-chimiste du *Politecnico* de Turin

1932-1938 : directeur général de la Société Ing.C. Olivetti & C, Société par Actions

1938-1960 : président de la même société

1941 : création de la maison d'édition Nouvelles Éditions Ivrea (*Nouve Edizioni Ivrea*) devenue par la suite Édition de Communauté (*Edizioni di Comunità*)

1946 mars : sortie du premier numéro de la revue *Comunità*

1948 : création à Turin du mouvement *Comunità*

1950 : A. Olivetti est couronné du prix le Compas d'or (*Compasso d'oro*) pour l'esthétique des produits industriels

1950-1960 : président de l'Institut national d'urbanisme (*Istituto Nazionale d'Urbanistica*) 1956 : il reçoit à Paris le Grand Prix d'Architecture

1956-1958 : maire de la ville d'Ivrea

1958 : il est élu à la Chambre

1959-1960 : il est vice-président de l'UNRRA-Casas

1960: il s'éteint le 27 février à Aigle (Suisse)

Parmi ses principales publications, on peut signaler :

-L'ordre politique des Communautés. Les garanties de liberté dans un État socialiste (1945) (*L'ordine politico delle Comunità. Le garantie di libertà in un Stato socialista*)

-Société, État, Communauté. Défense d'une économie et d'une politique communautaire (1952) (*Società, Stato, Comunità. Per una economia e politica comunitaria*)

-Ville à dimension humaine (1960) (*Città dell'uomo*)

Pour une bibliographie exhaustive, se reporter à *Bibliografia degli scritti di Adriano Olivetti*, par Giovanna Maggia, *Facoltà di Scienze Economiche e Bancarie*, Université de Sienna

Empreinte d'un projet en devenir : les réseaux d'Adriano Olivetti

- 4 Ce type de trajectoires n'était pas absent dans l'Italie de l'après-guerre. Dans les années cinquante, souvent grâce aux politiques de financement des fondations américaines (en particulier Ford et Rockefeller), des tentatives avaient été faites pour accélérer le processus de modernisation institutionnelle, culturelle et organisationnelle de la société italienne en se servant des politiques scientifiques. Deux projets jouèrent un rôle particulièrement novateur (du moins au niveau des potentialités qu'ils impliquaient) : l'un se dessina au croisement des multiples initiatives animées par A. Olivetti ; l'autre au sein de la structure expérimentale de la SPISA (*Scuola de perfezionamento in scienze dell'amministrazione* – École de perfectionnement en sciences administratives) ouverte en 1955, dans le cadre de l'activité de la *United States Operations Mission*, à l'initiative conjointe d'un groupe de hauts fonctionnaires et d'universitaires de Bologne et de Berkeley. L'objectif de la SPISA était d'« instituer un programme de préparation destiné aux fonctionnaires de l'administration publique<sup>3</sup> ».
- 5 En ce qui concerne les réseaux d'A. Olivetti, il est nécessaire de remarquer que, même si les parcours furent hétérogènes, un projet de synthèse organisationnelle entre institutions économiques et politiques et la société civile se dégagait et que ce projet croisa le rôle assumé par les fondations américaines Ce qui donna naissance à un débat alimenté par l'idée de ce qu'il fallait entendre par modernité et fondée sur des éléments proches d'une moralité d'origine religieuse (inspirée par le protestantisme sécularisé, typique de la tradition philanthropique américaine<sup>4</sup>) et d'idéalités dans les réformes, ainsi que sur la croissance d'une dimension stratégique du processus de transformation

sociale<sup>5</sup>. C'est sur ce capital intellectuel et ces réseaux sociaux que se greffa, à partir du début des années soixante, avec un engagement particulier dans les politiques culturelles et scientifiques ainsi que dans la réforme administrative, l'activité de la fondation Adriano Olivetti, créée en octobre 1960, quelques mois après la mort de l'entrepreneur d'Ivrea. L'action d'A. Olivetti, il est important de le souligner, prenait naissance au croisement de deux activités : la planification urbaine et le *Movimento Comunità*. La planification urbaine était considérée comme un principe permettant d'unifier « l'organisation et la rédaction de plans renvoyant dans son intégralité à la vie de Communauté<sup>6</sup> », reprenant certaines idées déclinées par Lewis Mumford<sup>7</sup> et en particulier le concept de *régionalisme* en tant que « dimensions à l'échelle humaine, adhésion au territoire, structure ouverte ».

ISTITUZIONE ED EREZIONE IN ENTE MORALE DEL « CONSIGLIO NAZIONALE DELLE RICERCHE » E DELLA « UNIONE ACCADEMICA NAZIONALE »

(Decreto 18 novembre 1923, n. 2895 \_ G.U. 16 gennaio 1924, n. 13)

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E VOLONTA' DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

In virtù della delegazione dei poteri al Governo con la Legge 3 dicembre 1922; n. 1601. Riconosciuta l'opportunità che l'Italia partecipi ai lavori indetti dal « Consiglio internazionale di ricerche » e dalla « Unione accademica internazionale » ;

Udito il Consiglio dei Ministri sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per la pubblica istruzione, di concerto col Ministro per gli affari esteri e col Ministro delle finanze, Abbiamo decretato e decretiamo,

ART. 1

Sono istituiti in Roma ed eretti in Enti morali :

il « Consiglio Nazionale di Ricerche » aderente al « Consiglio Internazionale delle Ricerche » sedente in Bruxelles ;

la « Unione Accademica Nazionale » aderente alla « Unione Accademica Internazionale » pure sedente a Bruxelles.

Scopi delle due istituzioni sono quelli previsti dagli Istituti delle due istituzioni internazionali cui aderiscono.

(Omissis)

Roma, 18 novembre 1923

VITTORIO EMANUELE

MUSSOLINI DE STEFANO GENTILE

Visto, il Guardasigilli : Oviglio

Registrato dalla Corte dei conti, il 14 gennaio 1924.

Atti del Governo, registro 220, foglio 112 \_ Granata.

Décret de creation du CNR en 1923

DECRETO LEGISLATIVO LUOGOTENENZIALE

1° marzo 1945

Riordinamento del Consiglio Nazionale delle Ricerche.

(Pubblicato nella Gazzetta Ufficiale del 29 marzo 1945, n. 38)

UMBERTO DI SAVOIA PRINCIPE DI PIEMONTE LUOGOTENENTE GENERALE DEL REGNO

(Omissis)

Capo I

Attribuzioni

Art. 1

Il Consiglio nazionale delle Ricerche è organo dello Stato, dotato di personalità giuridica e gestione autonoma ed è posto aile dipendenze della Presidenza del Consiglio dei Ministri.

Il Consiglio nazionale delle ricerche, in conformità delle disposizioni degli articoli seguenti, promuove, coordina e disciplina la ricerca scientifica ai fini del progresso scientifico e tecnico ; esercita la consulenza per ciò che attiene l'attività scientifico tecnica dello Stato, provvede alla compilazione di norme tecniche di carattere generale ; studia i problemi scientifico tecnici inerenti alla ricostruzione del Paese (Omissis)

Par ce décret de 1945, le CNR est rattaché à la présidence du Conseil des ministres

- 6 Quant au *Movimento*, creuset pour construire des objectifs valables et vecteur pour l'affirmation d'un principe de rationalité de l'action sociale, grâce à la médiation rendue possible par la diffusion de la culture des sciences de la société, il représentait le principe dynamique de la croissance d'une démocratie industrielle moderne, conséquence du déploiement d'une « force morale » issue de deux facteurs clés : « une justice sociale atteinte et l'insertion de la recherche scientifique »<sup>8</sup>. Au-delà du soutien matériel à la diffusion des sciences sociales, favorisant la naissance de revues et de centres d'études qui constituaient autant de lieux de réflexion sur les processus d'organisation du travail à l'usine, le *Movimento*
- 7 « déléguait aux sciences sociales une tâche de formation et pédagogique se rapportant à une action politique qui institutionnalisait leur fonction critique et leur nature de disciplines démocratiques<sup>9</sup> ».
- 8 Dans les deux sphères d'influence (celle de la planification urbaine, comprise non comme une politique dirigiste de planification, mais comme une concrétisation et l'élaboration d'un processus de l'action sociale, et celle, étroitement corrélée, d'une politique de la culture, fondée sur l'action de sujets autonomes et responsables, dont le rôle n'est pas issu du monde de la politique mais de celui de l'expertise), la confrontation avec les expériences américaines semble un élément constant, non pour en tirer des normes, mais comme dimension stratégique. Cette confrontation était plus fondée sur une attention propre à faciliter une appropriation sélective que sur une imitation plate des modèles venus d'outre-Atlantique. Dans ses « lettres d'Amérique », A. Olivetti recense les limites et les effets négatifs provenant d'une application mécaniste des idées de Taylor, conçues comme seul modèle d'organisation de l'entreprise, et rejette les accusations de l'époque qui voyaient dans les sciences sociales uniquement des techniques de manipulation.
- 9 Le cas de la SPISA est différent : elle a été conçue dans un contexte institutionnel autre, car, rappelons-le, la SPISA est née au sein de l'Université sur l'initiative d'un groupe de juristes « excentrés » par rapport aux conceptions dominantes du droit administratif. Ce projet, qui dans une phase de réalisation avancée reçut le soutien de la fondation Ford, défendait l'introduction de la science de l'administration au sein de la faculté de droit et avait une ambition dépassant ce simple cadre de formation : professionnaliser l'administration publique par la recherche, dans la perspective de dépasser le formalisme juridique dominant dans la tradition italienne et en privilégiant des orientations méthodologiques et de formation qui fassent l'interface entre droit et sciences de la société. C'est à travers cet objectif qu'il y avait une convergence avec le projet d'A. Olivetti de modifier les parcours de formation et de reproduction des élites dirigeantes italiennes. Le projet de transformer la SPISA en une ENA (École nationale d'administration) italienne est la preuve de cette convergence, projet élaboré par le juriste Guglielmo Negri, proche d'A. Olivetti. G. Negri avait complété sa formation aux États-Unis et il avait été l'un des artisans de la collaboration Ford-Berkeley-SPISA au début des activités de l'école bolognaise et encore après, quand un centre, avec les

mêmes finalités que la SPISA, fut créé à Rome. Une fois constatée la faillite de son projet initial, enlisé dans la deuxième moitié des années cinquante à cause de la domination intellectuelle et académique des juristes, en particulier des professeurs de droit administratif, G. Negri essaya de relancer l'idée de base, après le décès d'A. Olivetti, par la création d'une fondation qui serait « le mémorial vivant » de l'industriel. Il pensait que la fondation pouvait servir de cadre à la création d'un institut national voué à l'étude des formes de gouvernement et du rôle de l'administration publique. G. Negri, qui avait rédigé un mémorandum avec les professeurs Alberto Spreafico et Raffaele Resta, ajoutait que si un tel institut était créé, l'aide d'une institution américaine serait indispensable. Victor Jones, professeur à l'université de Berkeley, suggérait dans l'intérêt des Olivetti et de l'université de Californie, que la fondation Ford se propose comme le partenaire américain dans l'échange de chercheurs et d'étudiants. Le rapport de V. Jones<sup>10</sup> fait état de la proposition de G. Negri à la famille Olivetti de créer un Institut national de recherche sur la gestion et l'administration publique en mémoire d'A. Olivetti. L'un des responsables de la fondation américaine, Waldemar A. Nielsen, rapportant le contenu d'entretiens avec des membres de la famille Olivetti, notait : « Dans la ligne de notre intérêt à développer une philanthropie privée en Europe, j'ai eu d'utiles échanges avec la famille Olivetti. Depuis la disparition d'Adriano, la famille s'est efforcée de sauvegarder certaines de ses activités philanthropiques, mais cela a été fait sans aucun plan ni vision d'ensemble. Ils ont actuellement une vague idée de créer une sorte d'institution qui serait un mémorial vivant d'Adriano. Ils continueront de soutenir l'Institut d'urbanisme. Ils pensent en revanche à regrouper dans un autre institut ce qui concerne ses intérêts dans le domaine des structures de gouvernement, de l'évolution politique et de l'administration publique. Ils ont envisagé le développement du Centre de recherche de Rome qui est issu de notre *Bologna Public Administration Project*<sup>11</sup> ». La famille ne donna pas suite à cette idée d'institut, car elle préférerait réaliser quelque chose qui reprenne et articule les orientations multiples de l'action d'Adriano. Néanmoins, certaines traces du projet initial sont encore repérables dans le projet bien plus ambitieux qui, non sans difficultés et malgré les débats internes aux divers groupes de personnes qui partageaient les convictions d'A. Olivetti, mena à la création d'une fondation indépendante. Ces indices peuvent être regroupés en trois points, déjà présents dans le projet d'institut proposé : l'intensification des rapports avec l'Université, le rapport avec les institutions publiques, la place centrale de la recherche.

ORGANIZZAZIONE DELLA RICERCA SCIENTIFICA IN ITALIA

Legge 2 marzo 1963, n° 283

Legge 8 luglio 1986, n° 360

MODIFICAZIONI ALLA LEGGE 2 MARZO 1963, N° 283

CONCERNENTE ORGANIZZAZIONE E SVILUPPO DELLA RICERCA SCIENTIFICA IN ITALIA

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato ;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge :

Art. 1

1. L'articolo 4 della legge 2 marzo 1963 n°283 è sostituito dal seguente :

« I Comitati nazionali del Consiglio Nazionale delle Ricerche sono organi di studio e di consulenza di cui il consiglio stesso si avvale per l'adempimento dei propri compiti.

Essi sono costituiti da un complesso di centosessantatre membri, dei quali :

- a) cinquantauno sono eletti dai professori di ruolo... ;
- b) ventisette sono eletti dai professori di ruolo... ;
- c) trentacinque sono eletti dai dipendenti di ruolo del Consiglio Nazionale delle Ricerche con qualifica di collaboratore tecnico-professionale... ;
- d) venti sono eletti da esperti e ricercatori addetti agli organismi non universitari di Ricerca Scientifica... ;
- e) quindici sono nominati dal Presidente del Consiglio dei Ministri, su designazione del Ministro per il coordinamento delle iniziative per la Ricerca Scientifica eTecnologica... ;
- f) quindici sono eletti dagli appartenenti alle categorie dei Professori incaricati e degli Assistent di ruolo, nonché al ruolo dei Ricercatori universitari...

La funzione di membro dei comitati nazionali è incompatibile con la direzione di istituto, centro o progetto finalizzato del Consiglio Nazionale delle Ricerche.

I componenti dei comitati nazionali, eletti o nominati, durano in carica sino all'insediamento dei nuovi e distinti organi di gestione e di consulenza del Consiglio nazionale delle Ricerche e comunque non oltre il 31 maggio 1988.

Il numero e la competenza dei comitati nazionali, nonché le modalità per lo svolgimento delle elezioni e per le nomine sono stabiliti da un regolamento emanato a termini del successivo articolo 5.

Alle riunioni dei comitati partecipano, con veto consultivo, un rappresentante del Ministro per il coordinamento delle iniziative per la Ricerca Scientifica eTecnologica e un rappresentante del Ministero per la pubblica istruzione... »

Art. 2

1. Il secondo comma dell'articolo 5 della legge 2 marzo 1963 n° 283, è sostituito dal seguente :

« Detti regolamenti sono approvati con decreto del presidente del Consiglio dei Ministri, di concerto con il Ministro per il coordinamento delle iniziative per la Ricerca scientifica e tecnologica, sentito il CIPE, integrato nelle forme stabilite dall'articolo 18, secondo comma, della legge 27 febbraio 1967 n° 48 ».

2. Il regolamento che, a norma dell'articolo 4 della legge 2 marzo 1963 n° 283, come modificato dall'articolo primo della presente legge, deve stabilire il numero e la competenza dei comitati nazionali di consulenza, nonché le modalità per lo svolgimento delle elezioni, dovrà prevedere :

- a) che siano mantenuti i primi dieci comitati a carattere disciplinare previsti dall'articolo 1 del regolamento approvato con decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri 2 agosto 1963 ;
- b) che siano istituiti comitati nazionali a carattere interdisciplinare per grandi aree scientifiche, in numero non superiore a cinque, eletti dall'assemblea plenaria dei comitati nazionali previsti dalla legge ;
- c) che l'elezione dei membri dei comitati nazionali avvenga con votazione unica.

Loi de 1986 modifiant la loi de 1963

DECRETO DEL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

24 SETTEMBRE 1987, n° 408 (extraits)

Art. 1

In seno al Consiglio Nazionale delle Ricerche sono costituiti 10 comitati nazionali di consulenza con le seguenti denominazioni e competenze.

- 1) Comitato nazionale per le Scienze Matematiche
- 2) Comitato Nazionale per le Scienze Fisiche
- 3) Comitato Nazionale per le Scienze Chimiche
- 4) Comitato Nazionale per le Scienze Biologiche e Mediche
- 5) Comitato Nazionale per le Scienze Geologiche e Minerarie
- 6) Comitato Nazionale per le Scienze Agrarie
- 7) Comitato Nazionale per le Scienze d'Ingegneria e di Architettura
- 8) Comitato Nazionale per le Scienze Storiche, Filosofiche e Filologiche
- 9) Comitato Nazionale per le Scienze Giuridiche e politiche.
- 10) Comitato Nazionale per le Scienze Economiche, Sociologiche e Statistiche.

(Omissis)

Extraits du décret de 1987 avec la liste des comités actuels du CNR

### Début de la politique des fondations culturelles en Italie et place centrale des sciences sociales : la fondation Adriano-Olivetti

- 10 Le tournant dans l'institutionnalisation de la fondation Adriano-Olivetti se produisit à la moitié des années soixante environ, à la suite de l'acceptation par le conseil d'administration de la proposition du secrétaire général à peine élu, Massimo Fichera, de nouer des liens avec les fondations américaines, la fondation Ford en particulier, et avec le *Social Science Research Council*, présidé par Pendleton Herring<sup>12</sup>. Le choix de la fondation A. Olivetti de créer un comité conjoint pour les sciences politiques et sociales doit être considéré non seulement comme une réponse au changement du contexte politico-institutionnel, avec le début de l'expérience de centre-gauche, mais aussi comme un courant de résistance, au moins comme un projet de dissension intellectuelle par rapport à la montée d'une culture d'intervention publique généralisée et surtout contre la prolifération de prises de décision uniquement concentrées dans les mains du politique. Les politiques en faveur des sciences sociales furent par conséquent définies comme un secteur où pouvaient se développer de nouveaux croisements entre secteurs public et privé pour le renforcement de la recherche, en premier lieu, mais aussi comme véhicule d'une redéfinition, conceptuelle et opérationnelle, des processus de décision dans le domaine politique, social et économique.
- 11 Certes, au cours de ces événements, la question de la professionnalisation des sciences sociales fut mise en avant plus que leurs applications aux réalités sociales, concrètes, locales, territoriales, en contradiction avec la vision d'A. Olivetti sur le rôle des sciences sociales en tant qu'instrument de croissance d'une citoyenneté culturelle au sens large, c'est-à-dire à partir du bas et pas seulement comme un moment de formalisation des connaissances sur la réalité contemporaine. Dans ce processus de recentrage de la vision originelle d'A. Olivetti, le rôle des fondations américaines fut important par leur politique de dissémination en Europe du modèle de recherche empirique.
- 12 Au moment de la création du COSPOS (*Comitato Bilaterale per le Scienze Politiche e Sociali*), les objectifs visés par les responsables et les consultants de la fondation Ford, du SSRC (*Social Science Research Council*), du groupe d'intellectuels et d'organismes italiens de la politique scientifique étaient les suivants : a) le Comité ne devait pas limiter ses activités au secteur des sciences sociales, mais les étendre aussi à celui des sciences politiques et économiques, en tenant compte de la solide tradition italienne profondément enracinée, tout en introduisant des éléments de renouveau tirés de la comparaison avec la recherche européenne la plus avancée ; b) l'activité de formation ne se limiterait pas à quelques cas épisodiques, mais serait continue et programmée de telle sorte qu'elle transformerait les projets en instruments de changement des structures de recherche existant au sein de l'Université. S'inspirant des procédures usuelles d'attribution de financements à des projets appliquées par les fondations américaines – méthode ayant essentiellement pour objectif d'attirer l'attention des institutions publiques sur les projets financés, de manière à enraciner ces recherches dans le tissu institutionnel national –, le Comité ne devait pas se limiter à impliquer des personnalités du monde académique, mais s'adresser aussi à des personnalités appartenant au monde de l'administration et des institutions publiques. Le lien avec les institutions américaines ne devait pas servir à distribuer des ressources financières,

mais à mettre à disposition des compétences scientifiques et organisationnelles. L'aspect le plus original du projet par rapport à l'organisation universitaire italienne était que, pour garantir l'indépendance du Comité par rapport aux divers réseaux universitaires et politiques, on fit appel à la fondation Adriano-Olivetti. Celle-ci fut donc désignée comme le lieu institutionnel favorable à la mise en place d'un échange entre institutions publiques et réseau de recherche indépendant du circuit universitaire pour favoriser l'innovation dans la formation et la recherche. Après la première phase, totalement financée par les fondations Ford et Olivetti, avec l'évolution des activités du COSPOS, le point central de la stratégie de fertilisation résidait dans le soutien à la collaboration entre le *Comitato* (avec ses divers instituts disséminés sur tout le territoire national) et le CNR, vu comme le canal de diffusion de l'innovation au sein du système universitaire. Concrètement, le CNR aurait dû constituer le noyau opérationnel à placer dans la citadelle universitaire, encore dominée par des approches théoriques abstraites et par la confrontation entre idéologies opposées, une sorte de cheval de Troie porteur d'une nouvelle conception de la recherche et des méthodologies dans les sciences économiques, politiques et sociales, s'inspirant largement des modèles de l'empirisme statistique et quantitatif américain. L'investissement de la fondation Ford dans le projet COSPOS fut important si on le compare au soutien italien. En 1964, la fondation américaine attribua 400 000 dollars pour quatre ans, soutien renouvelé en 1968 pour une somme de 398 000 dollars pour six ans. Ces financements étaient cinq fois supérieurs à ceux donnés par la fondation Adriano-Olivetti, qui se chargea tout de même de l'organisation logistique et organisationnelle, ce qui n'était pas négligeable.

- 13 Le début officiel du projet COSPOS date de 1964, à l'occasion d'un séminaire réuni à Frascati, à la Villa Falconieri, propriété du ministère de l'Éducation nationale ; 24 experts, issus de disciplines diverses et appartenant à des institutions multiples, élaborèrent les objectifs et les moyens de les atteindre. En même temps, deux projets jusque-là distincts de la fondation Adriano-Olivetti semblent converger : la création du *Comitato* et l'extension de l'activité de l'Institut des relations internationales (IAI), confié, après diverses péripéties, à Altiero Spinelli. Fédéraliste convaincu, auteur du *Manifesto di Ventotene* rédigé alors qu'il était en résidence surveillée, A. Spinelli s'engagea activement après la guerre en faveur de l'unification de l'Europe et fut nommé en 1970 membre de la Commission exécutive de la Communauté économique européenne. L'Institut constitua le premier noyau de centres de recherche, au cœur des activités du COSPOS, en lui donnant une orientation en faveur de l'Europe.

#### Les origines du COSPOS

- 14 La réunion de Frascati permit de trouver un accord sur des points précis. D'abord l'affirmation que « le Comité prévu n'est pas une invention pour révolutionner les sciences sociales en Italie, mais plutôt un instrument pour repérer des occasions réelles de promouvoir des projets de recherche exemplaires, pour aider le développement et l'institutionnalisation des sciences sociales et pour mettre en contact les chercheurs italiens avec les développements internationaux surtout ceux européens ». Aux racines du projet de création d'un Comité bilatéral pour les sciences sociales et politiques, on retrouve l'idée d'une coopération entre groupes intellectuels influents, en mesure de donner un dynamisme nouveau « à la structure rigide de l'enseignement universitaire », contre la « tendance des responsables de financements privés à les instrumentaliser<sup>13</sup> ». Le soutien des fondations américaines fut orienté aussi par l'opinion favorable de certains consultants, en particulier celui du politologue Giovanni

Sartori qui jugeait la situation italienne meilleure que celle d'autres pays européens (en particulier la France), « d'abord parce qu'il y a déjà cinq facultés de sciences politiques, ensuite parce que nous pouvons repartir de zéro, sans attaches gênantes »<sup>14</sup>, contrairement à la situation française, où existait une tradition de recherche en science politique, par le biais de la Fondation nationale des sciences politiques.

- 15 L'organisation du COSPOS fut confiée au président du *Social Science Research Council*, P. Haring, au secrétaire de la fondation Adriano-Olivetti, M. Fichera, et à un comité de six membres, dont trois choisis par la fondation Adriano-Olivetti (Francesco Alberoni de l'Institut supérieur des sciences sociales à l'université de Trente, Norberto Bobbio de l'université de Turin et Manlio Rossi Doria, de l'université de Naples) et trois par le *Social Science Research Council* (Joseph La Palombara de l'université de Yale, George H. Hildebrand de l'université Cornell – qui en 1969 fut nommé au secrétariat du ministère du Travail américain et remplacé par l'économiste Franco Modigliani – et Wilbert Moore de l'université de Princeton). Le secrétariat fut confié à un jeune professeur de l'université de Florence, Alberto Spreafico. S'appuyant sur les suggestions recueillies par M. Fichera parmi les membres du Comité de direction de la fondation Adriano-Olivetti, le COSPOS était un réseau d'instituts de recherche, constitué entre 1967 et 1969. Chaque institut se caractérisait par la priorité accordée à une discipline : à Turin, la science politique, avec la création du *Centro di Studi di scienza politica*, dirigé par N. Bobbio ; à Milan, la sociologie avec la création, en collaboration avec l'Institut lombard d'études économiques et sociales, d'une École de perfectionnement en sociologie (*Istituto superiore di sociologia*), et l'engagement de jeunes sociologues déjà renommés, tels Alessandro Pizzorno (l'un des jeunes collaborateurs d'A. Olivetti dans les années cinquante)<sup>15</sup>, Vittorio Capecchi, Alessandro Cavalli, Filippo Barbano, auxquels se joignit un groupe de jeunes *tutors* comprenant Guido Martinotti, Marino Livolsi, Laura Balbo ; à Ancône, l'économie appliquée, avec la création de *Istituto superiore di studi economici* sous la direction prestigieuse de Giorgio Fuà ; à Naples, les sciences de gestion avec la création du *Centro studi sui problemi dello sviluppo* en collaboration avec le CNR et le FORMEZ (*Centro di formazione per il Mezzogiorno*). L'objectif prioritaire des initiateurs était de donner un statut académique et professionnel à des disciplines et à des chercheurs restés jusque-là marginaux au sein du système universitaire italien.
- 16 Du côté italien, le rôle d'organiseurs du COSPOS fut joué surtout par Alberto Spreafico et Manlio Rossi Doria. Ce dernier avait obtenu à plusieurs reprises des subventions importantes de la fondation Ford pour le développement d'un Institut pour la recherche en agriculture appliquée, situé à côté de Naples, à Portici. Les résultats obtenus avaient été favorablement évalués par les Américains. Du côté américain, Joseph La Palombara avait la responsabilité réelle de l'organisation et de la diplomatie politico-culturelle. Professeur à l'université de Yale, J. La Palombara avait été boursier Fulbright en Italie dans les années cinquante et avait participé en 1964 au séminaire organisé par la fondation Adriano-Olivetti à Frascati. J. La Palombara, se faisant l'interprète des dirigeants de la Ford, souligna d'emblée « qu'il serait facile de créer un institut sur le papier en Italie, mais faire cela, surtout dans l'objectif d'opérer en dehors des structures universitaires, serait aller à l'encontre de l'objectif essentiel de l'intervention, c'est-à-dire le développement des sciences sociales dans plusieurs universités. Un avantage de taille est l'engagement du Comité bilatéral dans divers efforts pour changer le système universitaire<sup>16</sup> ».

- 17 Le deuxième point mis en évidence par le politologue de Yale était qu'il fallait construire l'institut à partir des expériences déjà acquises, comme celle du programme IPSOA (*Istituto postuniversitario di studi di organizzazione aziendale*) de Turin, expérience financée elle aussi par la fondation Ford au début des années cinquante : « l'idée de l'institut n'est pas originale et il y a plusieurs exemples de telles institutions à l'intérieur comme à l'extérieur des universités. L'IPSOA à Turin et l'ISIDA (*Istituto superiore per imprenditori e dirigenti d'azienda*) à Palerme sont deux exemples d'instituts voués à dispenser une formation avancée dans le domaine des sciences sociales, au sens large. Aucun de ces instituts néanmoins, parce que nés en dehors de l'Université, n'a pu influencer l'enseignement universitaire en Italie ».
- 18 Se pose alors la question de savoir si l'Université n'est pas parvenue à ramener dans sa citadelle les jeunes chercheurs en sciences sociales, en les cooptant rapidement et en grand nombre au début des années soixante-dix, neutralisant ainsi le patrimoine innovant des centres de recherche qui avaient eu l'ambition de la rénover en interagissant avec elle, tout en se maintenant dans une situation d'autonomie organisationnelle et financière. Cette question est importante surtout quand on essaie de comprendre le rôle joué par le CNR dans la complexe histoire du COSPOS. Dans cette perspective, une lettre de Gino Martinoli à Alberto Spreafico de septembre 1969 est significative. G. Martinoli, très proche collaborateur d'A. Olivetti au début de sa carrière, entrepreneur culturel et scientifique surtout dans le domaine de la formation et de la professionnalisation des cadres dirigeants de l'administration et de l'entreprise, activité qui lui permit d'entrer au CNR au moment des réformes de 1963, mettait au premier plan le danger que les professeurs des instituts financés par le COSPOS, « débordés par leurs propres activités et intérêts, ne s'occupent des problèmes de l'école que de manière aléatoire, sporadique et superficielle ». Il ajoutait sans fard aucun : « personne ne nie qu'il est bien plus simple de former des chercheurs en sociologie qui, tant bien que mal, trouveront leur place dans des instituts universitaires, mais cette perspective plus facile et plus naturelle pour les professeurs n'est pas celle qui justifie l'action dans laquelle le COSPOS a engagé ses efforts et ses moyens financiers »<sup>17</sup>.
- 19 Il faut observer que le Comité bilatéral prônait de créer des voies alternatives – par rapport à celles qui empruntaient la théorisation des sciences sociales élaborées par la gauche marxiste – et de se protéger de manière plus générale du danger que le processus d'institutionnalisation des sciences politiques et sociales n'engendre des controverses entre groupes politiques et ne favorise les idéologies extrémistes<sup>18</sup>. Néanmoins, la stratégie de formation de certains instituts (en particulier celui de sociologie de Milan), resta, d'après le témoignage de G. Martinoli, dépendante de « recherches de caractère très général, répondant à la conception académique de la recherche ». D'autre part, on ne peut sous-estimer la prédominance, à court terme, au niveau des institutions universitaires entre la fin des années soixante et le début des années soixante-dix des luttes idéologiques et le partage entre les groupes politiques (*lottizzazione accademica*). Cela fut le résultat, entre autres, de la léthargie institutionnelle produite par une législation qui tendait à compartimenter les rôles de manière syndicale, plutôt qu'à professionnaliser la recherche par le biais du renforcement de la compétitivité et par les potentialités inhérentes à son application aux problèmes concrets d'une société en rapide mutation. Naturellement ces observations de nature générale restent à intégrer et à vérifier par une recherche

approfondie qui compare les parcours des acteurs. Il est hors de doute néanmoins que pour certains d'entre eux, en particulier pour les plus jeunes, élèves ou *tutors* dans les divers instituts, le *Comitato*, par le biais des réseaux de collaborations et de liens internationaux, a agi comme vecteur d'acclimatation rapide aux méthodologies les plus modernes des sciences sociales qui commencèrent à s'imposer, de manière discontinue aussi dans le contexte universitaire ; cela, une fois les jeunes chercheurs parvenus à des positions de prestige académique dans un laps de temps qui fut, néanmoins, dans la majorité des cas, long. De plus, il faut observer que certains des instituts du COSPOS, en particulier celui situé à Ancône, malgré les tensions et les ruptures, parvinrent à créer des réseaux de recherche qui renforcèrent les liens entre un groupe d'académiciens, formés à l'école de Giorgio Fuà, tout en développant une logique d'autonomie institutionnelle par vis-à-vis de l'Université. L'institut Adriano-Olivetti (ISTAO), une école de gestion créée en 1966 avec un financement du COSPOS, devint, en effet, indépendante après la séparation de G. Fuà de l'Université, à la suite des événements d'après 1968, et avec l'exigence de maintenir vivant le dynamisme et la compétitivité de la recherche, lourdement conditionnée par les hypothèques politico-bureaucratiques de ces années-là.

Les contraintes de l'événement : la difficile collaboration entre le COSPOS et le CNR dans le contexte de 1968

- 20 C'est à cette période que les liens entre le COSPOS et le CNR se consolidèrent. Pour comprendre la dynamique, il faut replacer les hommes, les idées et les financements dans le contexte. Le président du CNR de 1966 à 1972 fut Vincenzo Caglioti, professeur de chimie, dynamique entrepreneur et scientifique qui, par l'attention portée aux problématiques du développement des sciences sociales, fait penser à l'action entrepreneuriale de Pierre Auger au moment de la création de la VI<sup>e</sup> section de l'École pratique des hautes études<sup>19</sup>. La meilleure description du contexte dans lequel V. Caglioti opéra se trouve dans le jugement sans concession et limpide exprimé par son fils, Luciano. Se souvenant de l'action de son père, Luciano Caglioti énumère les « occasions manquées » par l'Italie dans les processus d'innovation structurelle dans des secteurs clés de la recherche scientifique comme le nucléaire, l'énergie ou l'informatique. « Le monde politique vivait au jour le jour – se souvient L. Caglioti – et n'avait aucune intention d'engager des combats peu populaires en s'opposant à un syndicat qui à son tour préférait le succès immédiat à une action de longue haleine. »<sup>20</sup>
- 21 Si en France les événements de mai 1968 provoquèrent des réformes de structure qui imprimèrent un certain dynamisme aux institutions et à la société, en Italie ces mêmes événements créèrent plutôt une situation d'immobilisme du système, en rendant chroniques ces mêmes dysfonctionnements qui avaient alimenté les protestations de 1968. Les conséquences de cet immobilisme sont encore aujourd'hui perceptibles dans le monde de la formation universitaire. C'est un paradoxe, mais la paralysie s'est installée en même temps qu'une forte poussée vers le changement, ainsi que le révèle la collaboration qui s'esquisse entre le CNR et le COSPOS.
- 22 En effet, l'un des axes sur lesquels le Comité bilatéral voulait intervenir était celui des doctorats, dont il souhaitait l'introduction car ils auraient pu servir de moyen pour soutenir et renforcer les stratégies de formation du COSPOS. Les résistances d'un système universitaire encore fondé sur la *Riforma Gentile*<sup>21</sup>, qui ne prévoyait ni le système des doctorats, ni la professionnalisation par la recherche, pesèrent lourdement dans l'opposition aux poussées innovantes qui auraient inévitablement conduit à

déstructurer le système. De plus, contrairement à la situation française, l'absence en Italie de systèmes de recherche parallèles au système universitaire joua à l'encontre du changement. Il n'y avait pas d'éléments externes pouvant peser en faveur du changement et qui soient en mesure de valoriser le rôle d'acteurs de l'innovation, comme ce fut le cas dans le processus de refondation méthodologique et de réorganisation des politiques de recherche en sciences sociales, mené par Fernand Braudel. Il est important de souligner que si, directement ou indirectement, F. Braudel a eu un rôle d'« attracteur » au sein des politiques de recherche dans le contexte italien, cela a eu lieu moins dans le milieu universitaire qu'au sein d'institutions privées, en particulier dans les fondations culturelles et les réseaux à dominante internationale et européenne. V. Caglioti et les chercheurs du COSPOS ne purent pas s'appuyer sur un système d'interactions dynamiques entre institutions en mesure de contrebalancer le contrôle universitaire sur les politiques de la recherche scientifique comme de renforcer un système d'échanges enrichissants entre secteur public et secteur privé.

- 23 Il est hors de doute que le Comité trouva en V. Caglioti un interlocuteur particulièrement attentif et motivé, mais il est clair qu'il ne fut pas en mesure d'assumer un rôle d'entrepreneur scientifique, car il fut de plus en plus l'otage des circonstances politiques et du comportement opportuniste de certains mandarins. Ceux-ci « avaient de manière sournoise instauré des rapports de travail fondés sur la précarité [...] avec leurs protégés, pratiquant l'opportunisme pour installer solidement leurs assistés à des positions stables<sup>22</sup> ». La contrainte politique joua pleinement au moment même où après d'innombrables négociations prenait forme de manière opérationnelle, donc concrète, le projet de financer par des bourses d'étude la recherche de jeunes élèves et des diplômés des instituts qui gravitaient autour du Comité. Les résistances n'étaient pas uniquement dues au contexte de 1968 et au comportement des acteurs de la politique, mais aussi au mode de fonctionnement des comités du CNR, dominé de fait par les universitaires, dont certains – pas seulement pour des raisons intellectuelles et/ou idéologiques – se montrèrent particulièrement opposés aux orientations du Comité bilatéral. La tension qui s'instaura et qui augmenta au tournant des années soixante-dix poussa A. Spreafico à critiquer certains aspects de la loi n° 283 de 1963, laquelle représentait la première intervention d'envergure du gouvernement italien pour la réforme de la recherche scientifique et technique. Dans un rapport envoyé à la fondation Ford, A. Spreafico écrivait : « La question des crédits gouvernementaux affectés aux sciences sociales doit être analysée avec soin. Cela est à mettre en rapport avec la réforme récente du Consiglio Nazionale delle Ricerche ; en plus des huit comités consacrés aux sciences expérimentales, mathématiques et techniques, des comités ont été institués pour les disciplines juridiques, historiques, littéraires, économiques. Malheureusement, il s'agit d'un premier pas, et qui est loin d'être satisfaisant. D'une part, la défiance et la résistance des disciplines techniques et mathématiques bien établies ont été nettes et ne sont pas encore dépassées ; d'autre part, le regroupement effectué des diverses disciplines a été plutôt chaotique : la sociologie, par exemple, a été regroupée avec l'histoire économique et l'histoire de la pensée économique.
- 24 Qui plus est, le rapport de sièges attribués au sein du comité aux chercheurs en sciences sociales est vraiment insatisfaisant : la sociologie et la science politique risquent de ne pas avoir du tout de voix dans ces comités ». L'opportunité que le CNR intervienne pour soutenir le projet COSPOS n'était pas en cause. Bien au contraire : du côté des

Américains ainsi que du côté des représentants italiens du Comité, le CNR était considéré comme un interlocuteur valable. Les craintes portaient sur la structure purement bureaucratique des comités et le risque qu'ils « se focalisent, dans un esprit étroitement académique, uniquement sur des disciplines traditionnelles », sans égard pour le rôle qu'une « entreprise flexible et indépendante, mettant en liaison l'Italie avec les expériences les plus avancées des autres pays, pourrait jouer pour certains membres progressistes des comités gouvernementaux en leur fournissant des cadres de référence précis et importants et qui pourraient aider à renforcer leur autorité ». La perspicacité de Vincenzo Caglioti a permis de corriger les limites structurelles relevées par A. Spreafico : en 1969, à la veille de son deuxième mandat, V. Caglioti s'apprêtait, d'après les déclarations faites par Manlio Rossi-Doria, « à soutenir un programme bien structuré de développement des diverses disciplines et, si nécessaire même, de faire face à l'opposition des comités du CNR dont il trouve la vision souvent trop étroite<sup>23</sup> ». Les pressions exercées par le groupe conduit par G. Martinoli allaient dans le même sens, c'est-à-dire celui d'un soutien accru aux programmes interdisciplinaires et de développement de la collaboration aux projets internationaux. Le CNR alloua au COSPOS un financement important, environ 108 000 dollars selon les calculs des responsables de la Ford, assez pour financer dix bourses pour chacun des quatre centres de recherches qui composaient la structure du COSPOS. Par la suite, Norberto Bobbio obtint du Comité pour les sciences juridiques dix autres bourses. Néanmoins, comme l'avait pressenti A. Spreafico, ce soutien du CNR se déroula dans une situation complexe, parfois conflictuelle. Une longue polémique s'instaura entre le COSPOS et l'un des responsables des sciences sociales et économiques, Vittorio Castellano. Au-delà des questions relevant de la politique du CNR, d'après le témoignage de G. Martinoli, à l'origine il y avait l'opposition de deux associations. D'une part, l'Institut international de sociologie, créé au début du siècle par René Worms, dont V. Castellano était un personnage influent ; d'autre part, l'*International Sociological Association*, auquel faisaient référence les chercheurs du COSPOS. La décision de V. Caglioti de confier au COSPOS le plan pour le développement de la sociologie en Italie ne fit qu'accentuer l'irritation des universitaires. Dépendant de la volonté du président du CNR et de quelques membres des comités, enclins à favoriser des recherches de type interdisciplinaire et avec des collaborations internationales, le soutien du CNR à l'activité du COSPOS se révéla discontinu et, finalement, de courte durée. Cette coopération en dents de scie ne mena pas à une articulation stable entre recherche publique et privée. Cette collaboration ne parvint pas non plus à s'imposer comme un moyen pour introduire et structurer des doctorats, désormais établis dans la très grande majorité des pays européens. G. Martinoli, dans une lettre à A. Spreafico, met en cause l'attitude de la plupart des professeurs appartenant aux comités pour les sciences sociales qui joua contre le projet. Pour ces universitaires, « ce qui se déroule à l'extérieur de l'Université est considéré comme ayant peu de valeur, cache des intérêts personnels et est regardé avec méfiance. Le Comité voit dans le COSPOS un concurrent qui prend sa place en soutenant des activités qu'il n'a pas eu la capacité ou la volonté de soutenir ». A. Spreafico lui répondait dans le même sens, remarquant que la majorité des universitaires composant le Comité regardaient « avec suspicion toutes les initiatives qui tentaient des voies nouvelles et diverses<sup>24</sup> ». À cette opposition s'ajouta le développement de stratégies organisationnelles et programmatiques par un processus de décision parfois incertain et non constant. Ce qui est fidèlement rapporté dans les procès-verbaux des réunions du Comité qui enregistrent non seulement la vie complexe de chaque institut mais aussi

l'avancement incertain du Comité lui-même qui hésite face aux difficultés créées par la période qui suit Mai 1968.

- 25 Un document de mars 1969 montre bien l'incertitude et les tensions propres à la phase d'institutionnalisation des centres de recherche du COSPOS. A. Spreafico indiquait que « trois directions peuvent être suivies. La première serait de transformer les cours du COSPOS en cours des départements universitaires dans le cadre de la formation doctorale. Cette solution aurait l'avantage d'institutionnaliser le programme du COSPOS au sein des universités, mais l'inconvénient d'exposer les cours du COSPOS à toute sorte d'agitation qui caractérise actuellement le monde de l'éducation universitaire. La deuxième possibilité serait d'encourager la transformation des centres COSPOS en centre de recherche du CNR. Cette solution aurait l'avantage d'assurer à ces centres un financement stable pour la recherche et pour la formation pour des périodes de cinq ans. Cette stratégie aurait comme effet d'accentuer l'aspect recherche au détriment de celui de formation propre aux centres. La troisième voie serait de chercher à renforcer les instituts du COSPOS en tant que centres privés indépendants de la structure universitaire<sup>25</sup> ».
- 26 Confrontés à ces trois options, les membres du Comité choisirent des positions diverses. Giorgio Fuà préféra nettement la troisième possibilité, donnant à l'ISTAO une configuration d'institution à caractère privé tout en ayant des liens stables avec un groupe restreint de chercheurs de l'université d'Ancône. Angelo Pagani, directeur de l'institut de sociologie de Milan, opta pour la première solution alors que N. Bobbio penchait pour l'intégration des centres au sein du CNR, de telle sorte que ne soient pas modifiés les caractères originaux des centres de recherche, indépendamment du processus de réforme universitaire en discussion, avec le souhait que l'activité du COSPOS puisse influencer le processus de réforme, dans la direction de l'institutionnalisation de cours de doctorat sur le modèle anglo-saxon. F. Alberoni, enfin (appuyé vivement par les représentants américains et par M. Rossi Doria), proposait que l'on procède en plusieurs étapes afin de suivre ainsi les stratégies définies au fur et à mesure par le Comité.

Un chemin ininterrompu

- 27 Si l'activité de chaque institut mérite qu'on lui consacre une étude plus fouillée, il reste que le COSPOS a joué son rôle, du moins sur le terrain du renouvellement méthodologique et en ce qui concerne les dynamiques des réseaux intellectuels : mettre en place des liens et attirer sur la problématique des sciences sociales hommes, idées et capitaux. Cette mobilisation se fit sur des temps suffisamment longs pour favoriser la formation d'un groupe nourri de chercheurs en sciences sociales, en mesure d'effectuer des recherches en s'appuyant sur les méthodologies les plus actuelles, favorisant la participation italienne à l'activité de groupes et d'associations scientifiques au niveau européen. Au début des années soixante, selon l'observation cinglante de M. Rossi Doria, il n'était plus nécessaire « de passer par New York pour faire communiquer Rome et Bonn ». J. La Palombara, qui avait soutenu activement la participation italienne à la constitution de l'*European Consortium for Political Research*, notait « qu'il est largement évident qu'un consortium européen peut se transformer en un mécanisme important pour aider à résoudre la question de la présence italienne dans la communauté internationale des sciences sociales [...] Les hommes politiques italiens sont les moins préparés à développer des stratégies coopératives qui ont été cruciales

quand le problème était d'identifier rapidement hommes et lieux où se produisait une dynamique intellectuelle<sup>26</sup>».

- 28 La création du *Consiglio Italiano per le Scienze Sociali* (CSS) qui, après l'arrêt du soutien de la fondation Ford, aurait dû poursuivre l'activité du COSPOS avec des financements uniquement italiens et avec l'appui de l'entreprise Olivetti et des institutions publiques, semblait ouvrir la voie à une sorte de navigation à vue tenant compte des mouvements sociaux qui agitaient la société italienne de l'époque. De grands projets de réforme furent élaborés, comme celui destiné à introduire dans l'enseignement secondaire l'enseignement des sciences sociales. Et pourtant l'aspect chronique de l'immobilisme si typique de la fin des années soixante et soixante-dix semblait l'emporter.
- 29 En 1971, l'économiste Franco Modigliani notait « L'Italie traverse un moment très difficile et j'ai un sentiment de gêne par rapport aux diverses institutions de ce pays, y compris le CSS<sup>27</sup> ». J. La Palombara avait lui aussi exprimé une vision pessimiste dans son analyse détaillée de la situation des fondations en Italie. Selon cette analyse, il prévoyait que le CSS rencontrerait des difficultés à s'installer comme entreprise gérée de manière autonome avec des financements extérieurs : « La fondation Agnelli était agitée par des tensions internes, alors que se répandaient à l'étranger des bruits quant à d'éventuelles pressions subies par le secrétaire général [Ubaldo Scassellati] pour qu'il démissionne. Plusieurs éléments compliquent l'attitude des Olivetti par rapport à l'organisation, en particulier : 1) Roberto Olivetti a été déchu de ses responsabilités managériales ; 2) l'attitude de Bruno Visentini, dynamique président de l'entreprise Olivetti, n'est pas claire par rapport à la fondation dirigée par Massimo Fichera, actif dans la gauche du parti socialiste<sup>28</sup>. » J. La Palombara remarquait que non seulement « Visentini assurait son soutien au CSS, par un financement spécifique accordé par l'entreprise Olivetti à la fondation », mais aussi que les soutiens à une collaboration européenne n'étaient pas si favorablement accueillis par la majorité des responsables du COSPOS<sup>29</sup>. La tentative d'Alessandro Silji, l'un des promoteurs du CSS, pour donner à la nouvelle institution un caractère franchement européen n'eut pas d'effets. Certes, l'histoire du CSS est à faire, au-delà des quelques indications données ici. Il reste que le jugement porté par la fondation Ford est plutôt réconfortant dans son rapport final de 1977 : « Dans les dernières années, une nouvelle organisation a été à l'oeuvre, gérée par des Italiens. Ce nouveau groupe a reçu un soutien important de la part de la communauté académique italienne et laisse espérer de devenir une force importante dans les sciences sociales italiennes<sup>30</sup>. »
- 30 Mais ce rapport était limité aux résultats d'une subvention et ne jetait pas un regard d'ensemble sur le système italien à travers une analyse des retombées des investissements faits dans la Péninsule. Si l'on compare l'histoire du COSPOS avec celle des autres institutions qui reçurent un soutien actif des fondations américaines, ou qui développèrent un réseau à caractère international, le cadre est bien différent. Que l'on pense à la crise brutale du Laboratoire international de génétique et de biologie créé par Adriano Buzzati-Traverso, ou à la crise fatale de la station zoologique Dohrn à Naples. Les responsables des fondations américaines (Rockefeller et Ford), disposés au début à soutenir la création d'un pôle biotechnologique avancé, qui aurait pu non seulement renforcer la collaboration entre ces institutions mais aussi permettre leur développement dans une dimension d'institutions de grande envergure, ayant saisi la fragilité des bases structurelles qui garantissaient leur existence dans le contexte italien et surtout l'ostracisme et l'isolement pratiqués par le monde académique qui les

isolaient de fait, arrêtaient tout projet d'investissements<sup>31</sup>. Je ne suis pas du tout certaine que le système qui a produit les obstacles catastrophiques précédemment évoqués, empêchant de profiter d'occasions favorables concrètes, ait radicalement changé. Mais c'est d'une autre histoire qu'il s'agit. Il faudrait d'ailleurs la développer en reprenant certaines des pistes que nous avons ébauchées.

---

## NOTES

- 1.M.R. Valensise, *I settanta anni del Consiglio Nazionale delle Ricerche (1923-1993)*, Rome, 1994. Un ouvrage en deux volumes sous la direction de R. Simili et G. Paoloni, *Per una storia del Consiglio Nazionale delle Ricerche*, est en cours de publication (Laterza, Bari-Rome). Voir en particulier l'article d'E. Reale, « Il CNR e le discipline economico-sociali ». ».
- 2.A. Ruberti, « Riflessioni sul sistema di ricerca dopo il 1945 », in R. Simili, *Ricerca e istituzioni scientifiche in Italia*, Bari, 1998.
- 3.Presidenza del Consiglio dei Ministri, *Stato dei lavori per la riforma della pubblica amministrazione 1948-1953*, vol. III, p. 539, allegato n. 66.
- 4.Il ne faut pas oublier que si le père d'A. Olivetti, Camillo, appartenait à une famille juive, sa mère, Luisa Revel, appartenait à une famille protestante.
- 5.G. Gemelli, « Progettualità ed organizzazione tra Europa e Stati Uniti : le origini della Fondazione Adriano Olivetti », à paraître in *Società e Storia*, 4 décembre 2000.
- 6.A. Olivetti, *Società, Stato, Comunità. Per un'economia politica comunitaria*, Éd. di Comunità, 1952.
- 7.L. Mumford, *Pianificazione per le diverse fasi della vita*, *Comunità*, 12, 1951. Les liens avec Mumford se poursuivirent au sein de la fondation qui organisa, en février 1965, un entretien télévisé conduit par Ludovico Quaroni. (Archives Olivetti, dossier Mumford).
- 8.A. Olivetti, *Società... op. cit.*, p. 63.
- 9.G. Berta, *Le idee al potere. Adriano Olivetti et il progetto comunitario tra fabbrica e territorio sullo sfondo della società italiana del "miracolo economico"*, Milan, 1987, pp. 52-53.
- 10.V. Jones, Proposed « Adriano Olivetti National Institute of Governmental and Administrative Research », 15 novembre 1960, Ford Foundation Archive, LOG 60-1285.
- 11.Ford Foundation Archives, LOG 60-1285.
- 12.ASO, fonds FAO. Conseil d'administration du 11 janvier 1965. Fichera présente comme membres du comité scientifique à constituer : Bobbio, Manlio Rossi-Doria, Calogero, Treves et Spreafico en tant que secrétaire.
- 13.ASO, fonds FAO, Origines du COSPOS – progetto per un « Comitato per le scene sociali », p. 2.
- 14.FFA, reel 1791, grant n. 66-44, section 3, G. Sartori, Lettre à Stanley T. Gordon, 27 janvier 1965.
- 15.A. Pizzorno, « Seconda università o primi passi nella realtà », in D. della Porta, M. Greco, A. Szakoleczai, *Identità, riconoscimento, scambio*, Bari, 2000.

- 16.FFA, reel 1791, Grant n. 66-44, section 4, Joseph La Palombara, *Memorandum to Stanley T. Gordon*, juillet 1964.
- 17.Archives CSS, Gino Martinoli, lettre à Spreafico, 2 septembre 1969.
- 18.FFA, reel 1791, Grant n. 66-94, section 5, *Massimo Fichera's Statement on Social Sciences in Italy*, p. 7-9.
- 19.G. Gemelli, *Fernand Braudel*, Paris, 1995.
- 20.L. Caglioti, *Dalla Calabria a via Panisperna, il camminante - Vita di uno scienziato*, Rome, 1999.
- 21.Philosophie, Giovanni Gentile a été ministre sous Mussolini et est l'auteur d'une réforme des études universitaires qui a profondément marqué le système.
- 22.L. Caglioti, *Dalla Calabria...*, *op. cit.*, p. 64.
- 23.Rockefeller Archives Center, RG : SSRC, *Serie reports from Committees*, box 346, folder 2051, Committee for Political and Social Sciences COSPOS, Minutes of the meeting of the Committee, Rome, 27-29 mars 1969.
- 24.Archives CSS, lettre de G. Martinoli à Spreafico et lettre à Martinoli du 8 septembre 1969.
- 25.Committee for Political and..., *op. cit.*, pp. 2-3.
- 26.FFA, reel 1624, Grant n. 69183, section 4, J. La Palombara, *Memorandum to American Contingent, Peter de Janosi, General Report*, 14 janvier 1971.
- 27.FFA, reel 1624, Grant n. 69183, section 4, lettre de F. Modigliani à P. de Janosi et J. La Palombara, 14 août 1974.
- 28.FFA, reel 1624, Grant n. 69183, section 4, J. La Palombara, *Memorandum on COSPOS Developments*, 9 août 1972, p. 2.
- 29.FFA, reel 1624, Grant n. 69183, section 4, J. La Palombara, *Memorandum*, 14 janvier 1971, pp 9-10.
- 30.FFA, reel 1624, Grant n. 69183, section 5, P De Janosi, *Final Comments - Social Research Center*, 1er juin 1977.
- 31.G. Gemelli, « Epsilon Effects Biomedical Research in Italy between Institutional Backwardness and Island of Innovation (1920's-1960's) », in *Managing Medical Research in Europe. The Role of the Rockefeller Foundation (1920's-1960's)*, sous la direction de G. Gemelli, J.-F. Picard et W. Schneider, Bologne, 1999.

## RÉSUMÉS

Research outside the University in Italy in the 1960s and 1970s : the case of the social sciences  
 The Consiglio Nazionale delle Ricerche (CNR) was created just after the First World War so that Italy could be represented in plans for new international organizations. Presided over by the mathematician Vito Volterra, the CNR was dedicated to the development of technological research. Confirmed in these priorities since the end of the war, considerable development occurred at the beginning of the 1960s under the presidency of Giovanni Polvani. The question of the place of the social sciences in the research university arose with urgency at this time. In particular, there was the question of the development of economic and administrative sciences. This interest appeared to bring together intellectuals and industrialists who, like Adriano

Olivetti, had worked in the immediate post-war years to open the Italian debate to ideas being developed in other countries. At the initiative of the Olivetti Foundation, with the aid of American foundations, in particular the Ford Foundation, education and research institutes were created to train young people in social science research methodology, in order to « fertilize » the University training, which remained prisoner to theoretical and/or ideological debates. The CNR was considered an organization that could, by close liaison with the world of the university, to promote change from within universities. The opposition of academics was strong and caused serious obstacles to the development of cooperation between CNR's committees and the committees on social and political sciences created by the Olivetti and the Ford Foundations.

## INDEX

**Mots-clés** : sciences sociales, Italie

## AUTEUR

### GIULIANA GEMELLI

Giuliana Gemelli est professeur d'histoire contemporaine à l'université de Bologne. Elle a publié *Fernand Braudel*, Odile Jacob, Paris, 1995. Elle travaille sur la politique scientifique des fondations américaines et européennes.